Même combat?

Par JFB le lun 08/03/2010 - 11:57

Déficit budgétaire et dette publique très élevés, problèmes structurels et difficultés de refinancements sur les marchés financiers: la crise économique que traverse la Grèce est similaire à la situation de la Hongrie et des pays baltes en 2008 et 2009. La cure d'austérité s'annonce également aussi amère.

Lorsque la Bourse de Budapest s'est effondrée en octobre 2008, entraînant la chute du forint et l'incapacité pour l'État hongrois de renouveler ses crédits sur les marchés financiers, nombre d'économistes se sont posé la question: pourquoi la Hongrie a-t-elle été si fortement touchée par la crise internationale, qu'on croyait purement financière au début (et non pas économique comme elle s'est finalement propagée par la suite)? La plupart des explications se concentrait alors sur deux éléments. D'une part, sur le contexte international dans lequel les investisseurs étrangers se sont détournés des pays risqués, comme la Hongrie, dont la politique économique avait connu des dérapages sous les gouvernements de Ferenc Gyurcsány. La deuxième partie des explications consistait à dire que les pays d'Europe centrale n'avaient pas pu bénéficier d'un "parapluie de protection", faute d'avoir intégré la zone euro avant l'arrivée de la crise et qu'ils ne faisaient qu'en payer le prix. Début 2010, l'exemple de la Grèce a prouvé qu'un tel parapluie a ses limites et que les investisseurs peuvent perdre leur confiance en un gouvernement, si forte soit l'union monétaire dont il fait partie, si les finances du pays vont mal et que les dirigeants ne montrent pas la volonté de les maîtriser.

En constatant les difficultés de la Grèce, la Hongrie peut se réjouir de l'activité du gouvernement Bajnai qui vise à diminuer le déficit budgétaire afin de regagner la confiance des investisseurs. Contrairement aux autres pays, ce gouvernement n'a pas les moyens de faire de la relance le fer de lance de l'atténuation des conséquences négatives de la crise. Et elles sont bien là: le chômage a dépassé la barre historique des 10% et les citoyens sont confrontés à une importante perte de leur pouvoir d'achat. Rappelons qu'en même temps, presque tous les pays occidentaux ont sacrifié les critères de Maastricht afin de stimuler leur économie, ce qui se manifeste dans le déficit budgétaire de ces pays: plus de 8% du PIB pour la France, 10% en Espagne et plus de 11% au Royaume Uni en 2009.

Mais les efforts entrepris par la Hongrie ont fini par porter leurs fruits, à travers deux aspects. D'une part, le pays commence à regagner la confiance des investisseurs. Le gouvernement n'a pas eu besoin d'avoir recourt à la suite du crédit que le FMI, la Banque centrale européenne et la Banque mondiale avait mis à sa disposition en 2008 et il semble aujourd'hui que les pays européens ayant contracté des dettes publiques colossales (comme l'Italie dont la dette s'élève à 114% du PIB) sont plus menacés par cette nouvelle vague de spéculation que la Hongrie. D'autre part, en diminuant les impôts et cotisations patronales qui pesaient sur le marché du travail, le gouvernement hongrois a contribué à la reprise économique. Selon les estimations de la Commission européenne, la Hongrie réalisera une croissance de 3% en 2011 et cette performance la placera parmi les trois pays qui afficheront les meilleurs taux de croissance au sein de l'UE (avec l'Estonie et la Pologne), alors que la moyenne des 27 sera de 1,5%.

La situation de la Grèce est d'autant plus délicate que ses gouvernants ont perdu de leur crédibilité à plusieurs reprises dans le passé. En 2000, ils ont manipulé le montant du déficit budgétaire afin de pouvoir intégrer la zone euro et ont réalisé des échanges d'obligations avec une maison d'investissement américaine pour diminuer leur dette publique. Par ailleurs, l'année dernière, le nouveau gouvernement a rendu public le montant réel du déficit budgétaire du pays: 12,7% au lieu des 6% déclarés. L'Union européenne attend du cabinet Papandréou une réduction de 4 points du déficit budgétaire cette année, ce qui sera réalisé si le gouvernement ne cède pas à la pression des manifestants et mène à terme son programme d'austérité. Le problème de ce dernier pourrait en même temps être celui qui caractérise les mesures du cabinet Bajnai qui a coupé les dépenses budgétaires mais sans introduire de véritables réformes structurelles. Les mesures annoncées l'année dernière en Hongrie, comme la suppression du 13e mois de retraites ou le gel des salaires dans la fonction publique, ont permis d'améliorer la crédibilité du gouvernement mais elles ne représentent qu'une réduction des dépenses dite statiques et non pas dynamiques. Il s'agit d'une coupe temporaire des dépenses et non pas d'un nouveau mode de fonctionnement de la redistribution de l'État. En Grèce, un nouveau système de retraite sera introduit, l'âge légal du départ à la retraite augmentera et le gouvernement espère encaisser un peu d'extra revenu grâce à l'assainissement de l'économie et la réforme du système des impôts. Des mesures d'urgence censées donner une image compétente du nouveau gouvernement, mais qui devront être suivies par d'autres pour remettre sur pieds les finances publiques grecques.

Anna Bajusz

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel